

ABROGATION DE LA LOI ANTI SOCIALE DU GOUVERNEMENT !

Profitant de la période des congés payés des salariés, le gouvernement continue ses mauvais coups contre le monde du travail en faisant passer sa loi scélérate par le 49-3, pendant que la ministre El Khomri autorise le licenciement du délégué syndical Cgt d'Air France, comme elle a autorisé celui de SODEXO et de tant d'autres délégués Cgt sur la dernière période.

Par trois fois sur cette seule loi, Hollande et ses ministres ont utilisé l'arme anti-démocratique absolue du 49-3 pour se soustraire à l'avis ultra-majoritaire des citoyens de notre pays qui refuse à plus de 70 % cette destruction de notre système social pensé par le Conseil national de la Résistance.

Ce déni institutionnel de démocratie, utilisé systématiquement sur les questions sociales par les pouvoirs successifs, illustre leur volonté libérale de destruction du cadre social existant pour le substituer à un retour aux tacherons, payés à la pièce ou à la tâche, dont le patronat peut se débarrasser sans contrainte. Déjà et sans attendre la promulgation des différents décrets d'application de cette loi, les patrons convoquent dans les entreprises les délégués syndicaux et représentants du personnel, pour leur imposer les nouvelles règles de leur carcan libéral : fin des 35 heures, chantage à l'emploi contre la baisse des salaires, licenciements économiques simplifiés et banalisés...

Le déni institutionnel de démocratie, utilisé systématiquement sur les questions sociales par les pouvoirs successifs, illustre leur volonté libérale de destruction du cadre social existant (...)

« PAS DE LOI TRAVAIL DANS MA BOITE »

Tous les salariés ont bien compris que cette destruction sociale, qui s'inscrit dans un cadre global, européen et mondial, ne peut pas s'appliquer dans leurs entreprises sous peine de voir disparaître l'ensemble de leurs statuts ainsi que toutes les avancées sociales obtenues tout au long du 20^e siècle. C'est pourquoi ils sont restés mobilisés tout l'été et ont multiplié les initiatives sur l'ensemble du territoire afin de préparer au mieux cette rentrée sociale, au combien importante pour le monde du travail.

La seule réponse trouvée par les libéraux de tout bord a été d'intensifier encore les discours de haines et de divisions. En instrumentalisant les événements tragiques, comme celui de Nice ou la mise en lumière du fameux burkini, le racisme est devenu ainsi une nouvelle fois le thème de prédilection de la campagne présidentielle à venir. Pour les mois à venir, il faut donc s'attendre à une stigmatisation d'une partie de la population et le maintien d'un état d'urgence qui ressemble de plus en plus à la mise en place d'un régime totalitaire dans notre pays.

La Filpac-Cgt a toujours lutté contre le fascisme et contre toute forme de racisme. Sa détermination reste donc intacte à mener les combats qui nous attendent : combat contre la division des peuples, combat contre la mise en concurrence des salariés, combat contre tout ce qui s'oppose à la solidarité et à la fraternité au sein du monde du Travail : salariés, travailleurs indépendants, retraités, privés d'emploi, étudiants...

La question sociale reste au cœur de notre action et elle est au centre des préoccupations de chaque citoyen, faisons en sorte qu'elle le reste les prochains mois jusqu'à l'abrogation de cette loi inique.

La mobilisation du 15 septembre doit être du même niveau que les journées d'actions précédentes car, si nous voulons construire cette société apaisée, faite de justice sociale et de paix, pour nos enfants, nous n'avons pas le droit à l'échec.

La Filpac-Cgt appelle l'ensemble des salariés de ses champs professionnels à participer massivement à la manifestation du 15 septembre et à venir nous rejoindre à la manifestation parisienne à 14 heures, place de la Bastille sous le ballon de la fédération. •